

Bâtir un projet communiste à usage immédiat

Le mouvement ouvrier sort d'une longue phase de défaites et de désagrégation. Les violents spasmes du capitalisme financiarisé redonnent à Marx sa force propulsive. Dans ce contexte, le PCF peut et doit saisir la société d'un projet communiste du XXI^e siècle à même d'entrer en résonance avec les besoins quotidiens et les aspirations profondes des Français.

Monde actuel : erreur 404

Les potentialités ouvertes par le mouvement des sciences et des technologies donnent à l'humanité les moyens d'entrer dans une époque nouvelle. Des matériaux innovants aux révolutions dans des domaines aussi différents que le numérique, l'alimentation, les transports ou la santé, nous avons désormais les moyens de faire reculer des frontières ancestrales. L'égalité homme-femme est à portée de main, les gains de productivité permettent d'envisager un raccourcissement de la durée du travail et donc un bond sans précédent de la culture et de la démocratie.

En même temps, le capitalisme, avec ses logiques du profit, vide ces progrès de leur sens, les retourne parfois jusqu'à les faire apparaître comme des malédictions. Guerres, terrorisme, drame des réfugiés, xénophobie, misère moderne, survivances moyenâgeuses (expulsions locatives, coupures d'eau), discriminations au travail (dont les premières victimes restent les femmes)... Pourquoi coexistent des progrès potentiels et partiellement réalisés avec ces régressions les plus atroces, les stagnations les plus décourageantes, les frustrations les plus mutilantes ?

2008 marque le début de la plus grande crise du capitalisme depuis celle de 1929. L'âge d'or néolibéral qui s'était ouvert avec les chocs pétroliers et la révolution conservatrice des années 1980 y a trouvé son terme. Le programme des libéraux, appliqué sans relâche (déréglementations, liquidation des protections sociales, financiarisation, transfert massif de richesse des couches populaires et moyennes vers l'oligarchie), a « brûlé sa part de rêve ». En même temps qu'il enrichissait une minorité à une vitesse inédite, il entraînait en Europe la régression des conditions de vie et de l'espérance de vie de larges pans de la population[1]. Élection après élection, les libéraux européens perdent leurs positions ou ont recours, pour s'y maintenir, aux pires expédients (coalitions entre conservateurs et « sociaux-démocrates », institutionnalisation de l'extrême droite, piétinement des parlements, etc.). Si les politiques de prédation et de déprédation atteignent sur le vieux continent un niveau de brutalité inédit, si l'élite financière cherche secours et appui auprès des néofascistes qu'elle gonfle à bloc, c'est en réalité parce qu'elle est acculée par la crise de son propre système d'enrichissement. Ce monde où 1% possèdent autant que les 99% restants de l'humanité, où 67 personnes

possèdent autant que la moitié la plus pauvre du monde, fait chaque jour la démonstration de sa violence pour le plus grand nombre.

Entre deux krachs mondiaux du capitalisme, le PCF tient son 37^e congrès. Que veut dire être communiste aujourd'hui ? Quel projet avons-nous à proposer à la société française et aux peuples européens ? Comment faire en sorte que le monde du travail et les quartiers populaires se saisissent à nouveau d'un projet communiste comme pivot émancipateur ? Nous sommes entrés dans une nouvelle période où le communisme à la fois reprend sens et peut faire l'objet de profondes innovations. Tout montre qu'une transformation du mode de production et de répartition des richesses est plus que jamais possible. Le PCF doit maintenant proposer un projet communiste concret, utile à tous et compréhensible par chacun, afin d'aider aux luttes quotidiennes et de tracer une perspective révolutionnaire.

1. La fin d'une longue errance : entrée dans l'âge deux du communisme

Depuis quarante ans, partout sur la planète et des milliers de fois, la mort du communisme a été « constatée », comme celle de Marx et des partis politiques s'en revendiquant. Aujourd'hui, les classes dominantes semblent avoir convaincu la grande majorité des nouvelles couches du salariat que le mot « communisme » n'était guère synonyme que de « goulag ». Ce mot fait peur. Il rebute jusqu'à certains partisans de l'idée (qui rivalisent d'euphémismes à lui substituer – « anticapitalisme », « gauche radicale », « éco-socialisme », lutte contre « la caste », allusion aux « communs », etc.). Pourtant, contradictoirement, le communisme et les mouvements du même nom semblent en revivification : dès avant 2008 et la crise mondiale d'un capitalisme aussi déchaîné que décrédibilisé, un intérêt nouveau et international pour Marx et les marxismes s'était fait jour. Des forces politiques se revendiquant au moins partiellement de lui ont connu des victoires locales (Amérique latine, Grèce, land de Thuringe...) ainsi qu'un rajeunissement militant. Nous sommes entrés dans le « deuxième âge du communisme », celui d'une revendication instruite par les expériences qui l'ont précédé.

Néolibéralisme : le passé d'une illusion

Et dans un retournement qu'affectionnerait Marx, les griefs qu'on adressait au « système communiste », au « bloc de l'Est » ou au « socialisme réel » sont désormais imputés partout au « modèle libéral », système autoritaire massivement décrédibilisé, sauf pour une étroite nomenklatura qui s'en nourrit. Enfermée dans des institutions de plus en plus contestées (gouvernements conservateurs et sociaux-libéraux, FMI, OMC, CE, BCE...), elle plaque aveuglément et dictatorialement un protocole uniforme de « recettes » sur des réalités nationales disparates. Ce « modèle » ne donne aucun autre résultat que l'appauvrissement des populations, l'enrichissement d'une infime minorité privilégiée et donc le creusement des inégalités. On prête à Bernie Sanders, candidat à la primaire démocrate, ce mot saisissant : *« Tout ce qui nous effrayait du communisme — perdre nos maisons, nos épargnes et être forcé de travailler pour un salaire minable sans avoir de pouvoir politique — s'est réalisé par le*

capitalisme. » L'anthropologue David Graeber a montré quant à lui que le système néolibéral produit et fait vivre une gigantesque bureaucratie (juristes, arbitres, normes, paperasses), finalement largement plus étendue, coûteuse et étouffante que celle des anciens pays socialistes...

À cette perte de prestige du projet néolibéral se combine le discrédit de la social-démocratie (appelons social-démocratie cette gauche non-marxiste qui, en France, prit successivement les atours de la SFIO après 1920, de la « deuxième gauche » à la fin des années 1970 puis du « social-libéralisme » du PS d'aujourd'hui). L'espoir dont elle était porteuse, c'était celui de réformer le capitalisme, d'en corriger les excès, de le réorienter dans le sens du progrès. Un projet dont l'époque avère l'impossibilité. En effet, l'aggravation de la brutalité du capitalisme financier acculé par ses propres dysfonctionnements rend chaque jour plus manifeste la radicalité des mesures qu'il faudra lui opposer. La social-démocratie n'est pas morte comme pouvoir, elle fournit d'ailleurs souvent à la bourgeoisie des « réformes » plus directement favorables à son enrichissement que la droite elle-même (on a du reste trop prophétisé à tort la mort du communisme, et les communistes celle du capitalisme, pour renvoyer sans précaution des faire-part de décès). En France, elle dispose également toujours d'un solide électorat, notamment les nouvelles couches intellectuelles du salariat émergées des mutations de l'appareil productif. Le projet social-démocrate dans sa version néoconservatrice et autoritaire (omniprésent en Europe à l'exception notable du Labour de Jeremy Corbyn et du Portugal – dans la configuration d'un accord avec les communistes) est cependant dans l'impasse.

2. Face à l'austérité et aux krachs mondiaux, la pertinence neuve d'un projet communiste

Face à cette double décomposition des récits capitalistes et para-capitaliste, on assiste à une réactivation du projet communiste. Qu'est-ce qui autorise à penser qu'il s'agit de plus qu'un frémissement conjoncturel ? En premier lieu l'achèvement d'un grand marché mondial (anticipé par Marx) et d'un système-monde capitaliste dont l'échec est universellement constatable, produisant de nombreuses alternatives locales (services publics, coopératives, mutualisations, espaces de gratuité et d'entraide...) que le marché ne parvient pas à métaboliser. Si, en France, l'aspiration au changement est en éclipse dans une période surtout marquée par l'agitation de menaces dont il conviendrait de se protéger, elle est toutefois réelle : les attentats du 13 novembre l'ont montré à leur façon, touchant chacun au plus profond, suscitant l'expression d'un dégoût complet pour « ce monde » devenu fou. En mettant en lumière « l'immondice humaine », cette violence injuste a agi comme un révélateur de multiples autres violences quotidiennes finalement insupportables. L'indignation et le dégoût des Français pour un monde où de telles choses sont possibles ne sont-ils pas le signe qu'une ère nouvelle est en gestation ? Communisme, c'est en effet dire la nécessité « d'un changement total de la société » (Engels)...

Derrière cette ultraviolence, l'uberisation de la société liquide les protections sociales et jette les travailleurs les uns contre les autres pour le profit de multinationales qui évacuent leurs profits via les paradis fiscaux. Les destructions d'emplois s'accroissent, notre pays comptant désormais plus de cinq millions de chômeurs. La croissance et le plein emploi semblent définitivement appartenir au passé. L'entreprise comme collectif traverse une crise historique dont l'agressivité du Medef est le révélateur paradoxal : incapable d'embaucher malgré les milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales offerts par François Hollande, elle n'est plus un modèle intégrateur. Machine à précariser, elle échoue à demeurer le lieu où se construit l'identité positive des citoyens. A l'inverse, la pauvreté connaît de nouveaux records. Pour la première fois depuis 1969, l'espérance de vie recule en France.

Face à ces marques de péremption du système capitaliste émergent des présupposés concrets qui autorisent la mise en place à grande échelle d'un projet communiste :

- concentration record de richesses confisquées dont la redistribution enrayerait famines, pauvreté et inégalités ;
- révolution informationnelle qui permet le partage de données, de savoirs et la mise en réseau des luttes à échelle du monde ;
- hausse considérable de la productivité, développement de la recherche et des technologies qui associent allongement possible de la durée de vie et réduction de celle passée au travail ;
- mise en valeur des « communs » et ébauche d'une économie « du partage » coopérative et collaborative...

Si notre diagnostic sur l'impasse de la société capitaliste, formulé de longue main, est désormais incontestable, peu nombreux sont ceux qui repèrent que c'est le programme communiste dans sa partie projective que les transformations du monde contemporain appellent à l'ordre du jour.

3. Communisme du 21^e siècle

En Europe, la nouvelle génération des communistes n'a connu ni la guerre ni le « socialisme réel » et peut donc déployer un engagement de type nouveau, instruit du passé mais affirmatif et décomplexé. Quatre axes minimaux sont ici proposés pour une définition du communisme du XXI^e siècle : la défense des producteurs dans la lutte des classes, le recours à la propriété publique comme outil d'égalité, la désaliénation individuelle et collective et enfin l'internationalisme.

- Qui défendons-nous ? Les mêmes qui décrétaient la mort de Marx n'ont cessé d'enterrer le prolétariat. En Europe, la désindustrialisation aurait entraîné la péremption de l'idée marxiste de classe ouvrière motrice des révolutions. Peu importe si, à l'échelle du monde, le nombre d'ouvriers continue de croître – effet de l'urbanisation de la paysannerie des pays émergents. Cette constitution d'un prolétariat mondial valide pourtant largement les vues anticipatrices de Karl Marx, au rebours des espoirs toujours déçus des libéraux d'un

effacement de la classe ouvrière. S'agissant de l'Europe et de la France, malgré la désindustrialisation et l'éclatement du groupe ouvrier, celui-ci reste d'importance majeure (environ un quart de la population active). Avec les employés et sans compter les cadres, les techniciens, ingénieurs et autres travailleurs solidaires de leur destin, ces catégories professionnelles représentent la majorité du salariat. Le communisme du XXI^e siècle s'inscrit donc autant que celui d'hier dans les luttes innombrables des « producteurs » pour leurs conditions de travail et de rémunération, dans celles des chômeurs pour l'accès aux meilleurs droits et formations, et plus généralement dans les combats pour la défense et l'émancipation des classes populaires et donc du plus grand nombre. Sa tâche est de reconstruire des positions de classe de notre époque.

- Le communisme du deuxième âge porte la revendication de la réalisation concrète de l'égalité au travers de la propriété commune et donc de la démarchandisation (mise en commun des moyens de production et des richesses, renationalisations, détermination démocratique des fins de l'activité productive, développement de services publics, appropriation collective de ressources majeures comme l'eau). Il s'autorise de la conviction que rien ne fonde les disparités de richesse, et surtout pas le mérite personnel ou « républicain » (en réalité massivement réinscriptible dans des héritages familiaux). Il pose que le lucre ne peut pas être un moyen pertinent d'émulation de la créativité des individus. Il est inséparable d'une remise en question du consumérisme, du productivisme, de l'utilitarisme auquel on le renvoie parfois.

- Il pose également la nécessité que le temps de vie humain puisse être consacré à un travail existentiel de désaliénation (du rapport salarial par la « récréation du travail » et la « mise à l'endroit du rapport entre personne et chose », du fétichisme de la marchandise, mais aussi des déterminismes familiaux). Dans cette bataille pour l'égalité, un programme communiste s'attache de façon primordiale à l'accès aux savoirs et aux qualifications, de telle sorte qu'il y ait rapport de mutuel enrichissement entre la complexité cumulative des acquis sociaux et culturels et la singularité inépuisable des biographies individuelles. Cette prise de pouvoir par chacun sur sa propre vie doit correspondre à celle des peuples sur leur destin commun. Il s'agit de tourner le dos à la délégation de pouvoir qui favorise tribuns, hommes providentiels et chevaux de retour de l'État, au clientélisme au sens large, au traitement spectaculaire du politique par le complexe médiatique. L'enjeu est de donner le pouvoir à tous dans tous les domaines de la cité (les citoyens par une démocratie authentique, les producteurs décidant des projets économiques auxquels contribue la richesse qu'ils créent, etc.) : ce développement de la citoyenneté, permettant l'exercice de droits nouveaux, offre une alternative à la bipolarisation individualisme-mondialisation. De fait, un « gouvernement » ou un « régime » communiste serait un oxymore. Il ne peut s'agir que d'un « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », d'un mouvement social de masse qui à chaque fois initie et relaie les actions d'un pouvoir non-séparé et collectif.

- L'internationalisme enfin (celui des travailleurs, celui de la solidarité entre les peuples), dévoyé par les libéraux en éloge de la mondialisation capitaliste, n'a jamais été plus nécessaire qu'aujourd'hui. L'existence de nations séparées, en butte à l'incontestable unicité de l'espèce humaine, a contradictoirement des aspects positifs et négatifs. Positive (et enrichissante) la coexistence de langues, de cultures, de traditions, de savoirs et d'élaborations propres à des peuples différents et en eux-mêmes divers, ainsi que leur interpénétration via les migrations et la mondialisation. Négative (et scandaleuse) la disparité des richesses entre nations, les guerres ethniques, religieuses et impérialistes, le pillage de l'Afrique, l'immense gâchis planétaire et millénaire de la non-coopération. Non, rien ne vaut si l'humanité n'avance pas dans le sens de la solidarité entre ses parties.

Ainsi, communisme est le nom de ces combats et de nombreux autres intriqués, féminisme, écologie, antiracisme, lutte contre les discriminations, qui ne lui sont pas réductibles. C'est en suivant ces quatre directions que notre projet pourra se déployer. A la veille de son 37^e congrès, c'est la tâche du PCF, seul parti français à brandir dans son nom le mot « communisme », de saisir la société d'un programme communiste ainsi adapté à l'époque et aux aspirations du plus grand nombre.

4. Le PCF, meilleur outil pour promouvoir un communisme de nouvelle génération

Lors des dernières décennies, le PCF n'a pas cessé de changer, en des orientations diverses et contradictoires, s'affaiblissant, connaissant crises et « mutations », puis reprenant des forces et reconstruisant ses ambitions. Il est temps de prouver que le maintien acté du PCF dans sa forme ne relève pas seulement du respect de la « tradition » ou de l'héritage de ce grand parti qui a marqué l'histoire. C'est parce que « communisme » est bel et bien le projet concret que nous avons à proposer à la société, pour elle, avec elle, que nous nous disons communistes. Et toute notre tâche est de donner corps à ce projet d'un communisme du XXI^e siècle, nécessairement irréductible à celui d'une simple « gauche radicale », « antilibérale » ou « écologiste ».

La tâche des communistes n'est évidemment pas de brandir des mots d'ordre révolutionnaires « d'une puérile invention », mais bien de permettre que ces axes de projet deviennent un ensemble de solutions concrètes saisissables par chacun quotidiennement. Le rôle du PCF est de trouver, à partir des présupposés positifs de dépassement du capitalisme, les points de connexion avec la société pour entrer en résonance avec les aspirations profondes, individuelles et collectives, des Français au XXI^e siècle. Ce que nous avons à bâtir est l'inverse d'une utopie, d'un projet « idéal » de très long terme, ou d'un modèle qu'il y aurait lieu de plaquer sur le réel une fois le pouvoir pris. Mais ce n'est pas non plus un simple catalogue de mesures d'urgence sans projet de transformation de grande ampleur du social et des hommes. Ce projet doit partir des besoins quotidiens des Français. Il doit être libellé dans le langage de la vie de tous les jours. Un langage décomplexé, qui ne cherche pas à estomper

la radicalité des mesures qu'il faudra prendre mais au contraire qui sache dire la colère et les espoirs que les citoyens partagent.

Pierre Laurent a assigné au PCF, lors des universités d'été de 2015, l'objectif de « redevenir le grand parti des quartiers populaires et du monde du travail ». « La société française attend du neuf. Avec nous, elle en aura ! », affirmait-il en concluant son propos. Si nous avons pu nous enfermer parfois dans une certaine routine, il nous faut désormais à nouveau être porteurs d'innovations radicales, comme le PCF a su le faire dès sa création. Présenter des candidats collectifs, boycotter les élections, activer des réseaux massifs de solidarité concrète, initier de nouvelles formes de mobilisation collective, réinvestir l'espace public (occupation de places, d'entreprises, envahissements de plateaux télé) et les réseaux sociaux, développer le crowdfunding pour les caisses de grève ou des projets innovants... Les chantiers ne manquent pas, notamment pour que la révolution informationnelle produise ses effets jusque dans notre propre parti. Il y a urgence à saisir enfin l'enjeu d'un développement de notre présence sur les réseaux sociaux et à y inventer des formes neuves d'implication.

Ce que nous avons à bâtir, c'est un parti communiste « expert du quotidien », capable de faire levier sur les chantiers où nous sommes majoritaires jusque dans les profondeurs du pays : par exemple sur l'exigence d'augmenter les salaires, d'œuvrer à la paix ou de conquérir de nouvelles libertés.

Maxime Cochard, secrétaire de la section des 1^{er} et 2^e arrondissements de Paris